

LIBRE-ÉCHANGE / GMT

POSITIONS DES GROUPES POLITIQUES

élections européennes du 25/05/14 - analyse

Scrutin européen? Gare aux coquins!

INTRODUCTION

LIBRE-ÉCHANGE CONTRE PROTECTIONNISME

Depuis 2008, face à la crise sans cesse aggravée du capitalisme financiarisé, l'hégémonie culturelle en faveur du consensus de Washington semble enfin s'étioler. Ainsi dans le domaine du commerce international, s'achève la domination intellectuelle du libre-échange sur le protectionnisme. Et courte elle ne fut pas assez. Il aura fallu pour ce faire la conjonction d'un phénomène structurel avec l'ajout d'un évènement conjoncturel de circonstance.

Le consensus de Washington?

Ce consensus formulé en 1989 est un corpus de 10 mesures standard véhiculées par les institutions financières siégeant à Washington (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International - FMI).

Parmi celles-ci se trouvent la stricte discipline budgétaire, la déréglementation des marchés, les privatisations et le libre-échange...

LA FABLE DE L'HEUREUSE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La désindustrialisation est ce phénomène structurel. En France, l'abaissement progressif des protections tarifaires aux frontières s'est faite au nom de la vertueuse ouverture des marchés.



Fin de partie pour l'industrie ?

Certes pendant les années 1980, dans la grande bataille de la mondialisation qui s'annonçait, la France exposait ses industries à « faible valeur ajoutée ». Mais c'était pour mieux se positionner dans le domaine de la haute valeur ajoutée et conforter ses champions nationaux dans le domaine...

Trois décennies plus tard, le bilan de « l'ouverture » néo-libérale est catastrophique : la France a perdu sur son sol pratiquement l'intégralité de son industrie textile, sidérurgique (Arcelor), de l'aluminium & électrométallurgique (Péchiney), chimique (Total), téléphonique (Alcatel, Sagem) tandis que son industrie automobile (Peugeot, Renault) décline progressivement.

Le démembrement potentiel d'Alstom conclut le cycle calamiteux. Ce champion mondial, pourrait voir ses divisions de production et de transmission d'électricité être abandonnées au plus offrant. La nécessaire transition énergétique, la souveraineté industrielle et l'indépendance nationale ne seraient alors plus qu'une vue de l'esprit...

L'évènement conjoncturel réside dans le projet d'un grand marché transatlantique (GMT). Ce projet d'accord de libre-échange entre les États-Unis (USA) et l'Union Européenne (UE) cristallise toutes les régressions néolibérales.

On ne le dira jamais assez, <u>il œuvre à la constitution d'une société totale de marché des deux côtés de l'Atlantique</u>.

D'abord il supprime les derniers droits de douanes. Ensuite il planifie l'ouverture de tous les marchés, par le nivellement des normes vers le bas, par la voie de la privatisation de tous les services publics. Les négociations sous le manteau et le projet de suprématie juridique de l'investissement privé sur la délibération publique parachèvent une œuvre immorale et immonde.



CORPS DE L'ANALYSE

SÉPARER LE BON GRAIN DE L'IVRAIE



À l'image de sa progression dans la société, de plus en plus de membres du personnel politique réclament la mise en œuvre urgente d'outils de régulation commerciale voire protectionnistes. Par leur nature même, ces revendications interpellent notre champ professionnel.

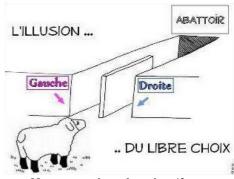
Pour SOLIDAIRES Douanes, ces outils n'ont de sens que lorsqu'ils sont revendiqués pour intervenir sur le champ fiscal, économique, social, sanitaire et/ou environnemental. Et ce, dans un but coopératif, pas pour faire à d'autres ce que nous ne souhaitons pas que l'on fasse à nous-mêmes, ainsi en interdisant nos propres dumping à l'exportation.

Enfin, il est évident que nous nous inscrivons en opposition complète à la revendication de certains pour une maîtrise des frontières quant aux flux migratoires. La question des effectifs, des moyens matériels et immobiliers douaniers étant liée aux outils de régulation commerciale, il est de notre responsabilité de représentants des personnels, soucieux de leurs intérêts, de confronter les propos des membres de la classe politique à leur action gouvernementale et à leurs votes au parlement européen. D'autant plus à l'approche d'échéances électorales continentales...

CLIVAGE DROITE / GAUCHE?

Nous considérons que la principale ligne de fracture entre partis politiques ne réside plus en un clivage droite/gauche. Il est de plus en plus évident qu'un consensus existe sur les grandes questions entre les actuelles principales formations politiques - dites « formations de gouvernement » - au niveau européen.

En effet qu'est-ce-qui distingue substantiellement aux niveaux communautaire et national : l'alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D, ex-Parti Socialiste Européen), le Parti Populaire Européen (PPE), l'Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe (ADLE), et, les partis qui les composent ?



Ne pas tomber dans le piège...



Tout le monde gagne-t-il au grand jeu ?

En matière de politique monétaire, ces 3 formations politiques défendent l'euro en tant que tel.

« L'indépendance » de la Banque Centrale Européenne (BCE) à l'égard du pouvoir politique, c'est-à-dire sa privatisation, n'est pas remise en cause, encore moins l'inscription dans ses statuts de la maîtrise unique de l'inflation. De la relance de l'activité, de la lutte contre le chômage ou de la monétisation de la dette il n'est nullement question.

En matière budgétaire et économique, ces 3 formations, que nous pourrions désigner sous le vocable de *troïka*¹, <u>défendent la stricte réduction des dépenses publiques et s'interdisent de mener des politiques contra-cycliques.</u>

C'est-à-dire qu'en période de crise économique (et politique, sociale, environnementale), la relance de l'activité par le soutien de la consommation populaire et les investissements publics massifs permettant la transition énergétique sont strictement défendus.



Ils sont copains comme cochons...

En matière sociale, cette troïka défend la «compétitivité». C'est-à-dire qu'en l'absence d'autre possibilité d'influer sur la macro-économie (voir supra), seule demeure la «dévaluation interne». En d'autres termes, pour conquérir de nouveaux marchés à l'export, il s'agit de maîtriser ou diminuer le prix – devenu «coût» – du travail.

¹ Troïka est un terme russe général désignant un ensemble de 3 choses. Le mot est entre autres utilisé dans le sens d'une alliance de 3 personnalités ou 3 partis de poids égal qui s'unissent pour diriger. Par exemple, dans le cas des crises de la dette souveraine, le terme désigne la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fonds Monétaire International (FMI)



CORPS DE L'ANALYSE

<u>Cela passe par la « modération » des salaires</u>, c'est-à-dire la stagnation du niveau de vie voire sa diminution par l'augmentation des prix du « panier de la ménagère », du loyer, du transport, de l'énergie, etc...

Cela passe également par l'augmentation du temps de travail sans compensation salariale (journée de solidarité, réduction voire suppression de la majoration salariale pour les heures supplémentaires, le travail nocturne et dominical, relèvement de l'âge de départ à la retraite, diminution des pensions)



En matière commerciale, cette troïka continue de défendre le marché unique européen, la mondialisation heureuse, la libre-circulation des marchandises et capitaux. Parfois est formulée quelque admonestation moralisante envers les employeurs ou donneurs d'ordre employant des salariés très durement exploités (travailleurs détachés au sein de l'UE, main-d'œuvre esclavagisée en Asie du Sud-Est). Mais sans qu'aucune mesure concrète ne soit mise en œuvre...

Face aux projets d'accord de libre-échange entre l'UE et les USA & Canada, quelques membres de cette troïka appellent à une meilleure transparence dans les négociations, formulent des souhaits sur la suspension de domaines du champ des négociations (culture, agriculture) sans que leurs groupes politiques relayent ce type de demande individuelle et encore moins ne remettent en cause l'objet de la mise en place d'un grand marché transatlantique.



Si concurrents pour la Commission ?

... OU CLIVAGE NÉO-LIBÉRAL / ANTI-LIBÉRAL ?

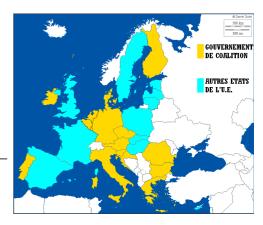
En réalité, devant ce consensus budgétaire, économique, social et commercial, ce sont <u>uniquement les questions sociétales qui divisent les S&D, le PPE et l'ADLE</u>. Le droit de vote pour les étrangers, le mariage pour tous, l'avortement, l'homoparentalité ou la gestation pour autrui (rebaptisé droit à l'enfant par ses détracteurs), voilà leurs seules lignes de clivage!

Pour tout le reste, ils sont malheureusement d'autant plus d'accord qu'un accord a été conclu pour désigner un candidat commun à la présidence de la Commission Européenne...

Institutionnellement deux faits illustrent notre propos :

→ **D'abord, en France**, la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et la Réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat (RéATE) ont été menées par la majorité emmenée par l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), le Nouveau-Centre (NC) et la Gauche Moderne (LGM).

Depuis 2012, via la Modernisation de l'Action Publique (MAP), la poursuite de cette politique de diminution de moyens et d'externalisation de missions dans la fonction publique a été conduite par le Parti Socialiste (PS), le Parti Radical de Gauche (PRG), et, jusqu'au début du mois d'avril 2014 par Europe Ecologie-Les Verts (EELV).



→ Ensuite, ailleurs au sein de l'UE, ce ne sont pas moins de 16 États sur 28 qui sont dirigés par un gouvernement de grande coalition, composé de partis membres des S&D et PPE : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovénie, Tchéquie.

L'une des explications que nous donnons à l'abstention massive des électeurs est leur désorientation quant à ce consensus néo-libéral entre les partis dits « de gouvernement ». Un consensus malheureusement savamment alimenté par les « grands médias » télévisuels, radiophoniques et de presse écrite, qui n'hésitent pas à fustiger quiconque s'en écarterait. En parallèle, les mêmes grands médias entretiennent l'illusion d'un clivage droite/gauche dans le spectre politique, par la sur-exposition de conflits interpersonnels (« les petites phrases »), des faits divers et des questions sociétales.

CONCLUSION, LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE : QUI A VOTÉ QUOI ?

Confrontons les paroles des représentants de la classe politique avec leur votes européens...

Proposition de <u>résolution commune PPE, PSE, ALDE, Verts/ALE et UEN</u> relative au Conseil Economique Transatlantique, le 08 mai 2008							
Questions soumises au vote	Pour	Contre	Abstention	NPPV			
Paragraphe 4 estime que les deux administrations devraient établir d'ici au sommet 2009 entre l'Union européenne et les États Unis une feuille de route détaillée exposant comment concrétiser, en fixant pour les différents secteurs un calendrier spécifique [à la place de « dans un cadre spécifique »], l'engagement à long terme de réaliser le marché transatlantique; (amendement à l'initiative du PPE-DE)	→ IND/DEM → NI <i>(FN)</i> → PPE-DE <i>(UMP)</i> → UEN	→ GUE/NGL (PCF) → PSE (PS) → Verts/ALE (Les Verts)		→ MPF (absent)			
Paragraphe 37bis (nouveau) est d'avis que, sans considération des résultats du programme de Doha pour le développement, le concept de marché transatlantique consistant à recourir à la coopération dans le domaine réglementaire afin d'obtenir la suppression progressive des barrières non tarifaires pourrait jouer un rôle majeur dans le maintien de la dynamique qui sous-tend la croissance économique mondiale; (amendement à l'initiative du PPE-DE)	→ UEN	→ GUE/NGL (PCF) → IND/DEM → PSE (PS) → Verts/ALE (Les Verts)	→ NI (FN– Le Pen)	→ MPF (absent)			
<u>Votes parleme</u>	ntaires européens relatifs	au GMT, le 23 mai 2013					
Questions soumises au vote	Pour	Contre	Abstention	NPPV			
Faut-il consulter la société civile ou faire une étude d'impact préalable sur les conséquences du marché transatlantique ? (amendement à l'initiative de la GUE/NGL)	→ GUE/NGL (PCF, PG) → Verts/ALE (EELV, PNC) → Cap21 (désobéi à ALDE) → FN → PS (désobéi à S&D)	→ ADLE (MoDem) → CRE → PPE (NC, UMP, UDI) → S&D					
Faut-il refuser d'accorder davantage de droits aux investisseurs américains qu'aux investisseurs domestiques? Faut-il empêcher les investisseurs de porter plainte contre les États lorsqu'une décision politique nuit à leurs intérêts économiques? (amendement à l'initiative des Verts/ALE)	→ GUE/NGL (PCF, PG) → Verts/ALE (EELV, PNC) → S&D (PS) → Cap21 (désobéi à ALDE) → FN (NI)	→ ADLE (MoDem) → CRE → PPE (NC, UMP, UDI)					
[Sachant qu'il n'y aurait ni débat public préalable, ni étude d'impact, ni limite imposée d'entrée au pouvoir des investisseurs], faut-il accorder à la Commission européenne le droit de négocier, avec les Etats-Unis, la mise en place d'un marché transatlantique?	→ ALDE → CRE → ELD → PPE (NC, UDI, UMP) → S&D	→ GUE/NGL (<i>PCF, PG</i>) → Verts/ALE (<i>EELV, PNC</i>) → Cap21 (désobéi à ALDE) → FN (<i>NI</i>)	→ MoDem (désobéi à ALDE) → PS (désobéi à S&D)	→ MPF (absent)			
<u>Séance pléni</u>	ère du Parlement Europée	n, le18 novembre2013					
Demande d'inscription à l'ordre du jour	Pour	Contre	Abstention	NPPV			
Puisque l'UE se réclame des libertés fondamentales, dans l'attente de l'élucidation de l'ample scandale révélé par Edward Snowden des écoutes pratiquées par la National Security Agency (NSA) sur les citoyens européens, doit-il avoir un débat sur la suspension des négociations de libre-échange entre l'UE et les USA? (amendement à l'initiative des Verts/ALE)	GUE/NGL (PCF, PG) Verts/ALE (EELV, PNC) ELD (partagé) S&D (partagé, dont PS)	→ ADLE → CRE → ELD (partagé) → PPE (NC, UMP, UDI) → S&D (partagé, dont PS)		→ Cap21 → MoDen → FN → MPF (absents)			

LE MOT DE LA FIN?

Les élections européennes doivent donc être l'occasion de sanctionner les partis membres des groupes politiques, aveuglés par l'idéologie libérale, <u>niant les principes élémentaires de protection sociale, de souveraineté et ce faisant de démocratie</u>.



ANNEXE:

LES GROUPES POLITIQUES AU PARLEMENT EUROPÉEN :

Mandature 2004-2009

Les groupes politiques du Parlement européen					
Groupe	Définition du sigle	Partis français membres			
ADLE	Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe	Union pour la Démocratie Française (UDF) devenue Mouvement Démocrate (MoDem) en 2007			
GUE/NGL	Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique (en anglais Nordic Green Left)	Parti Communiste Français (PCF)			
IND/DEM	Indépendance/Démocratie	Mouvement pour la France (MPF)			
PPE-DE	Parti Populaire Européen et des Démocrates Européens	Union pour un Mouvement Populaire (UMP)			
PSE	Parti Socialiste Européen	Parti Socialiste (PS)			
UEN	Union pour l'Europe des Nations	néant			
Verts/ALE	Verts/ Alliance Libre Européenne	Les Verts			
NI	Non inscrits (n'ayant pu composer un groupe)				
	ITS (Identité, Tradition, Souveraineté)	Front National (FN)			

Mandature 2009-2014

Les groupes politiques du Parlement européen				
Groupe	Définition du sigle	Partis français membres		
ADLE	Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe	- Mouvement Démocrate (MoDem) - Cap21		
CRE	Conservateurs et Réformistes Européens	Néant (issu d'une scission avec le PPE)		
ELD	Europe Libertés Démocratie	- Mouvement pour la France (MPF)		
GUE/NGL	Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique (en anglais Nordic Green Left)	- Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG)		
PPE	Parti Populaire Européen	- La Gauche Moderne (LGM) - Nouveau Centre (NC) - Union pour un Mouvement Populaire (UMP)		
S&D	Alliance progressiste des socialistes et des démocrates	- Parti Socialiste (PS)		
Verts/ALE	Verts/ Alliance Libre Européenne	- Europe Ecologie Les Verts (EELV) - Régions et peuples solidaires (RPS) - Parti de la Nation Corse (PNC),		
NI	Non inscrits (n'ayant pu composer un groupe)			
	AEL (Alliance européenne pour la liberté)	- Front National (FN)		
	EUDémocrates (Alliance pour une Europe des Démocraties)	- Debout la République (DLR)		

Paris, le jeudi 22 mai 2014